

«Les ados aiment expérimenter»

Payerne

Depuis 2013, des entreprises accueillent des jeunes qui éprouvent de la peine à intégrer le monde du travail. Bilan

Céline, Kristina, Benjamin, Myrco... Ils sont 19 adolescents à avoir participé cette année au projet Lift à Payerne: une cérémonie de remise des diplômes s'y est déroulée jeudi soir. Proposé à ceux qui pourraient rencontrer des difficultés à s'insérer dans le monde professionnel, ce programme national permet à un jeune de se rendre dans une

entreprise quelques heures par semaine, en dehors de son temps scolaire. L'objectif est clair: se familiariser avec le monde du travail.

«Ça m'a permis de voir ce que travailler veut vraiment dire», témoigne l'une des participantes pour qui l'expérience a été bénéfique. Mais ce n'est pas toujours le cas, comme l'explique la coordinatrice Sybille Luginbühl: «Les ados vivent dans une période où ils essaient tout. Et si ça ne marche pas, tant pis, ils passent à autre chose.» Et d'ajouter avec un brin de fatalisme: «Je ne suis pas sûre qu'ils soient conscients de la chance qu'ils ont.»

La réalisation de ce projet est surtout possible grâce à la bonne volonté des patrons. «Des fois, ça en vaut la peine. Mais parfois, c'est une perte de temps», explique Jacques Mayor, du Garage de l'Aviation. «Chez nous, ils venaient à l'atelier le samedi matin. On avait plus de temps à leur consacrer et pour leur faire ainsi découvrir le métier de mécanicien.» Même si les expériences n'ont pas toutes été couronnées de succès, son garage va continuer de participer au projet Lift. Comme le confirme Jacques Mayor: «On veut offrir cette possibilité aux jeunes, certains savent la saisir.» **V.D.**

La Côte

Le châtelain-vigneron devient consul de Slovaquie

Eclépens
François De Coulon a été nommé mercredi par le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, qui a fait le déplacement de Bratislava jusqu'au petit village vaudois



François de Coulon derrière la plaque qui sera posée sur la façade du château. REYMOND

1990, à l'élaboration de conférences et de séminaires dans le cadre de l'OTAN. «A l'époque, tout le monde redoutait un coup d'Etat et j'avais été mandaté pour expliquer le fonctionnement de la démocratie à des militaires, des futurs diplomates ou des membres du parlement. Nous avions le même âge et j'ai gardé le contact avec ces gens qui sont nombreux à occuper aujourd'hui un poste à responsabilité en République slovaque.»

«Je rends à ce pays ce qu'il m'a apporté à la fin de mes études»

François de Coulon Vigneron et consul honoraire de Slovaquie

philanthropique. Je rends à ce pays ce qu'il m'a apporté à la fin de mes études. J'ai pu y vivre de belles expériences.»

Un rôle de couteau suisse
Ses missions, justement, relèvent de l'assistance aux citoyens slovaques de passage en Suisse, de la représentation et l'organisation de voyages pour des délégations économiques et culturelles. «Cela peut aller de l'aide à un touriste qui perd ses documents d'identité à l'authentification d'une signature d'un ressortissant slovaque établi chez nous qui devrait par exemple ratifier un contrat. La majeure partie des activités est assurée par l'ambassade, qui nomme des consuls là où elle se sent peu représentée, dans mon cas la Suisse francophone.»

Et François de Coulon devrait survivre à un éventuel changement de gouvernement, les aléas du pouvoir n'ayant pas d'influence sur ce personnel par ailleurs non rémunéré. «Le consul représente le pays mais pas le gouvernement. Il ne fait pas de politique et ne s'exprime jamais à ce sujet», précise l'heureux «diplomate». **J.-F. Reymond/C. Jot.**

Vingt ans après ce séjour, François de Coulon a manifestement laissé d'excellents souvenirs puisqu'il a été sollicité par l'ambassadrice de Slovaquie pour occuper un rôle aux contours très généraux, un peu honorifiques aussi. «Il faut le voir comme un engagement d'ordre

res, Ivan Korcok en personne, le châtelain a reçu une plaque attestant de sa nouvelle fonction. Mais comment François de Coulon a-t-il pu accéder à un tel poste? «Il s'agit d'une belle et longue histoire d'amitié et de contacts liés dans une période difficile de fin de guerre froide», explique celui qui a travaillé, dans les années

res, Ivan Korcok en personne, le châtelain a reçu une plaque attestant de sa nouvelle fonction. Mais comment François de Coulon a-t-il pu accéder à un tel poste? «Il s'agit d'une belle et longue histoire d'amitié et de contacts liés dans une période difficile de fin de guerre froide», explique celui qui a travaillé, dans les années

Le bio fera grand étalage de produits à la Morâche

Nyon
Ce sera le plus grand supermarché bio du canton: la chaîne française Bio c'Bon ouvre en juillet sa 3^e succursale en Suisse après Lausanne et Renens

Avec 400 m2 de surface de vente, le supermarché bio qui va ouvrir le 1er juillet à la rue de la Morâche, à Nyon, sera la plus grande succursale de Bio c'Bon

en Suisse. Après Lausanne en juin 2016 et Renens en avril dernier, la chaîne française, qui possède déjà une centaine d'enseignes dans l'Hexagone, se développe à toute vitesse et entend bientôt s'implanter également à Genève.

«A Nyon, nous avons une très belle arcade, située à quelques pas du centre et de la gare, dans un pôle de bien-être puisque l'immeuble accueillait déjà un fitness, une école de danse, un cen-

tre médico-chirurgical et un marchand de vélos» se réjouit Arthur de Fouquières, directeur de la marque pour la Suisse.

L'espace permettra d'offrir la gamme complète des produits vendus en vrac dans des petits silos, comme les pâtes, le riz, les céréales, les graines, arachides ou fruits secs, mais aussi des fromages ou olives. Egalement des produits frais emballés, mais peu de viande. «Le prix de la viande bio en Suisse est exorbitant,

donc pas accessible à tous. Et avec une orientation végétarienne et végane toujours plus marquée, nous ne proposons qu'un peu de charcuterie», explique le directeur, dont le but sera de développer le réseau de producteurs locaux susceptibles d'achalander les rayons. Actuellement, avec pain, légumes et yogourt, ils représentent déjà 20% des produits proposés sur sol vaudois. **M. S.**

Nord vaudois-Broye



Au centre du village, les flammes n'ont laissé que quelques poutres et murs des édifices les plus touchés. Les Combiers ont relogé tous les sinistrés. JEAN-PAUL GUINARD

«La solidarité fonctionne à la Vallée»

Le Brassus
Dimanche, une série de maisons mitoyennes ont été la proie des flammes. Le drame a déclenché un impressionnant élan de soutien

Erwan Le Bec

Le cœur du Brassus est encore meurtri. Depuis dimanche, le centre du village combier affiche des bâtisses sans toit et baigee dans une ambiance lourde. De mémoire de pompiers, l'incendie qui a ravagé ce jour-là une série de maisons mitoyennes est l'un des plus graves jamais enregistré autour du lac de Joux en termes de sinistrés: au moins 17 appartements, un atelier et un

bureau détruits ou atteints, une petite trentaine d'habitants - seniors, apprentis, familles et employés - ne pourront pas retrouver leurs foyers avant des mois, voire des années. Certains ont simplement tout perdu dans les flammes. Une enquête est ouverte, et la Sûreté ratissait encore les lieux jeudi.

«Ça nous a fait un sacré coup, souffle Hervé Valceschini, l'un des sinistrés. Je préparais mes deux enfants quand quelqu'un est rentré et a crié «au feu, évacuez!» C'est un groupe de cyclistes qui a repéré les flammes en passant. On est sorti en vitesse. Le feu sortait déjà du toit. Heureusement qu'il n'y avait pas de bise, ça aurait été pire.»

D'importants moyens ont été déployés par des sapeurs de la Vallée, de Vallorbe et de Lausanne. Lundi, le feu reparti à deux reprises. «Maintenant ça va mieux, poursuit le père de famille. On reçoit des tas de messa-

«On a été surpris par la vitesse de réaction. Ici, les gens se serrent les coudes»

David Piguet
Municipal au Chenit

ges, d'appels, plein de gens nous proposent leur aide ou des affaires. Vous pouvez dire aux gens de la plaine comment fonctionne la solidarité chez les Combiers!»

Modérer les aides
C'est peu dire. Mardi, 200 personnes proposant déjà hébergement, habits ou aide diverse sur une page Facebook. Le bouche à oreille, la famille et la communauté locale ont suffi pour reloger l'entier des sinistrés. A tel point que la Commune du Chenit n'a eu besoin d'ouvrir aucune de

ses structures d'accueil. C'est à peine si les autorités n'ont pas eu à modérer les Combiers.

«L'élan de solidarité ne nous a en soi pas surpris, sourit David Piguet, municipal des Bâtiments. Ici, les gens se connaissent et ont l'habitude de se serrer les coudes. Mais on ne s'attendait pas à une telle vitesse de réaction. Il a fallu dire aux gens de ne rien déposer au greffe ou ailleurs. Maintenant, on centralise les offres d'aides, et on fera le point avec les sinistrés. L'inventaire des dégâts est encore en cours.» Avant de conclure: «Pour plus tard, on a déjà écrit aux régies de la région afin de leur demander de réserver un bon accueil aux éventuelles demandes des personnes touchées.»

Les mots de réconfort
Céramiste, Lorraine Despraz peine encore à savoir ce qui est récupérable chez elle. «On verra. Ce qui touche surtout, ce sont les

mots de réconfort. C'est là qu'on sent qu'on peut réellement compter sur les gens. Je ne sais pas si c'est parce que le climat est dur ici, mais en tout cas la générosité et les liens ne disparaissent pas avec le temps.» Face à des murs noircis, le propriétaire de l'une des parcelles touchées cachait toute fois hier avec peine son émotion: «De splendides bâtiments. L'un d'eux date de 1736, on l'avait reup de neuf en conservant le cachet... C'est d'autant plus dur qu'un incendie avait déjà eu lieu ici en 1993. Il y avait eu un mort. Cette fois-ci, je me dis qu'au moins il n'y a pas eu de drame humain. C'est dur. Mais je vais me relever, vous savez. Je suis un Combiere.»

Retrouvez notre galerie photos sur brassus.24heures.ch

«Les ados aiment expérimenter»

Payerne
Depuis 2013, des entreprises accueillent des jeunes qui éprouvent de la peine à intégrer le monde du travail. Bilan

Céline, Kristina, Benjamin, Myrco... Ils sont 19 adolescents à avoir participé cette année au projet Lift à Payerne: une cérémonie de remise des diplômes s'y est déroulée jeudi soir. Proposé à ceux qui pourraient rencontrer des difficultés à s'insérer dans le monde professionnel, ce programme national permet à un jeune de se rendre dans une

entreprise quelques heures par semaine, en dehors de son temps scolaire. L'objectif est clair: se familiariser avec le monde du travail.

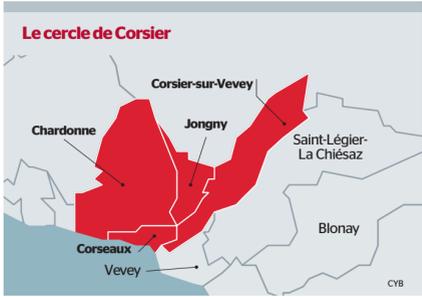
«Ça m'a permis de voir ce que travailler veut vraiment dire», témoigne l'une des participantes pour qui l'expérience a été bénéfique. Mais ce n'est pas toujours le cas, comme l'explique la coordinatrice Sybille Lugnbühl: «Les ados vivent dans une période où ils essaient tout. Et si ça ne marche pas, tant pis, ils passent à autre chose.» Et d'ajouter avec un brin de fatalisme: «Je ne suis pas sûre qu'ils soient conscients de la chance qu'ils ont.»

La réalisation de ce projet est surtout possible grâce à la bonne volonté des patrons. «Des fois, ça en vaut la peine. Mais parfois, c'est une perte de temps», explique Jacques Mayor, du Garage de l'Aviation. «Chez nous, ils venaient à l'atelier le samedi matin. On avait plus de temps à leur consacrer et pour leur faire ainsi découvrir le métier de mécanicien.» Même si les expériences n'ont pas toutes été couronnées de succès, son garage va continuer de participer au projet Lift. Comme le confirme Jacques Mayor: «On veut offrir cette possibilité aux jeunes, certains savent la saisir.» **V.D.**

Riviera-Chablais

Le projet d'union du cercle de Corsier repoussé pour éviter un échec annoncé

Fusion
La motion qui devait demander d'explorer la piste d'une fusion de Chardonne, Corseaux, Corsier et Jongny a été remise à plus tard



Prématurée. Précipitée. Ce sont les qualificatifs entendus, concernant la motion demandant au plus vite une étude sur une fusion des quatre communes du cercle de Corsier, dans les conseils communaux de Chardonne, Corseaux, Corsier et Jongny. Prévu lors des quatre séances de juin (24 heures du 1er juin), le dépôt du texte a été reporté à des jours meilleurs. Le comité à l'origine de la demande a dû admettre que les blocages actuels auraient torpillé son initiative.

Le Conseil communal de Chardonne aurait dû être le premier à se prononcer mardi. Les résistances y sont telles que la motion a disparu de l'ordre du jour la veille pour éviter un échec. Le premier débat s'annonçait donc à Jongny mercredi. C'était avant la décision du comité, mardi, de retirer purement et simplement le texte dans les quatre communes. «Nous avons reporté parce que nous n'aurions pas eu suffisamment de soutien, admet Cédric Desmet (Corsier), l'un des initiateurs. Nous avons besoin de plus de temps pour faire du lobbying et expliquer notre démarche.»

De l'avis des syndics, réunis en début de semaine, les initiateurs ont mis la charrie avant les boeufs. «A Jongny, la Municipalité est totalement acquise à une fusion à quatre dans les plus brefs délais, mais une motion et son caractère contraignant aurait eu un effet contre-productif, a commenté mercredi soir le syndic, Claude Cherbuin. Il y a eu erreur de communication à mon sens. Il y a encore du pain sur la planche dans plusieurs communes et au sein de certaines municipalités avant d'envisager une fusion. Il ne faut pas confondre vitesse et précipitation.»

A Chardonne, commune nettement moins acquise à l'idée d'un mariage, le syndic Fabrice Neyroud a été bien plus tranchant mardi devant les élus de son territoire: «Je trouve scanda-

leuse la manière dont cela s'est fait. Le comité nous a clairement laissé entendre que l'objectif à terme était de faire voter la fusion avant la fin de cette législature (*ndlr*: 2021). En travaillant de cette manière, on va frustrer tout le monde et la démarche va droit à l'échec.»

Et le syndic de citer «le bon exemple» de Blonay-Saint-Léger qui étudie sereinement l'idée d'une union depuis 2015. «Nous sommes prêts à discuter, reprend Fabrice Neyroud, mais pas avec une date butoir, pas en nous mettant devant le fait accompli.»

Une fusion des quatre communes, qui entretiennent déjà de nombreuses collaborations intercommunales, créerait une entité de 10 000 habitants. **Karim Di Matteo**

Les citoyens appelés à rêver tout haut

Vevey
Dans le cadre des états généraux de la culture, la population est conviée à exprimer ses désirs

Après les pros, au tour des citoyens de donner leur avis pour les états généraux de la culture: trois rendez-vous publics sont ainsi agendés dès samedi.

Depuis fin février, 92 personnes échangent pour dresser les grandes orientations stratégiques en la matière pour les dix prochaines années à Vevey. Le tiers de ces personnes n'est pas issu du milieu culturel, mais représente les milieux touristiques, économiques ou éducatifs.

Dans un même mouvement d'ouverture, Marie Neumann, déléguée à la Culture, a donc souhaité intégrer les citoyens à

ces réflexions: «Il y a deux enjeux majeurs complémentaires: la démocratisation de la culture, qui vise à la rendre accessible au grand public, et la démocratie culturelle: il est intéressant d'être à l'écoute des difficultés et des barrières que rencontrent les publics, mais aussi d'entendre les points forts de l'offre culturelle. On peut apprendre beaucoup du ressenti des citoyens. Nous écouterons leurs avis et propositions.»

Si les Veveysans demandent à ce qu'un mégaconcert soit organisé sur la place du Marché, comme pour Elton John en 2007? «Charge au Service culturel de voir quelles idées sont représentatives de la population, et de transmettre à la Municipalité, qui arbitrera.» Et quid des suggestions farfelues? «La Ville ne retiendra pas les propositions irréalistes et inopportunes.»

Fait rarissime, même les enfants (dès 6 ans) ont été interrogés sur ce qu'était la culture et sur leurs souhaits. «Les résultats - sous forme de textes, mais aussi de vidéos ou de sons - nous parviendront d'ici à la fin du mois.»

Les conclusions définitives des états généraux seront dressées en novembre. Un bilan intermédiaire montre d'ores et déjà que les trois dossiers phares seront la scénarisation à l'année du label Ville d'Images, la co-construction, avec les écoles, d'un programme d'éducation artistique et culturel, mais aussi la recherche de lieux pour loger les artistes. **ST.A**

«La culture et vous?»
Vevey, Café littéraire et Bibliothèque municipale
Sa 17 (9 h-11 h), me 21 (9 h-11 h) et je 22 juin (17 h-19 h).

La réouverture de l'arrêt ferroviaire de Pont-de-Chemex est envisagée

Troistorrents (VS)
Une variante provisoire est étudiée pour l'été 2018 en attendant une solution définitive

Octobre dernier: les Transports publics du Chablais (TPC) ferment pour raisons sécuritaires la halte ferroviaire très fréquentée de Troistorrents sur la ligne Aigle-Ollon-Monthey-Champéry (AOMC). Au grand dam de la population avoisinante, un millier de personnes. Dans un communiqué envoyé jeudi, la di-

rection annonce qu'elle travaille à sa réouverture; en collaboration avec la Commune de Troistorrents et l'Office fédéral des transports. De leur côté, quelque 500 habitants ont signé une pétition pour demander expressément de rouvrir l'arrêt (24 heures du 2 décembre). Des raisons pratiques et - là aussi - sécuritaires sont évoquées. Depuis octobre, les usagers doivent emprunter une route très étroite, sans trottoir, pour se rendre plus bas à l'arrêt suivant: Chemex. Celui-ci est dépourvu d'accès pour les handicapés et les poussettes.

«La sécurité et la conformité des haltes de notre réseau nous préoccupent au plus haut point», déclare le directeur des TPC, Grégoire Praz. Pour autant, la réouverture provisoire proposée par l'entreprise chablaisienne n'aura pas lieu avant l'été 2018. Et ce, avant la solution définitive, dont la date n'est pas arrêtée. Corinne Donner, l'un des instigatrices de la pétition, demande de son côté «à ce que le processus soit accéléré, qu'une solution pérenne aboutisse avant qu'un drame ne se produise.» **Christophe Boillat**

